



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition spéciale n° 14 du 3 MARS 2010

DELEGATIONS DE SIGNATURE

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 4 MARS 2010

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	333
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	333
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST	333
Arrêté N° 2010/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 2 mars 2010 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes – Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives	333
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE	336
Arrêté du 1 ^{er} mars 2010 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Daniel BOUFFIER directeur départemental de la cohésion sociale	336
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS	338
Arrêté du 25 février 2010 accordant subdélégation de signature	338
Arrêté du 25 février 2010 accordant subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics	338

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

Arrêté N° 2010/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 2 mars 2010 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes – Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives

Le directeur interdépartemental des routes-Est

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté portant délégation de signature n° 09.BMSSE.115 du 27 juillet 2009, pris par Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, au profit de Monsieur Georges TEMPEZ, en sa qualité de directeur interdépartemental des routes – Est ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la direction interdépartementale des routes – Est ;

ARRETE

Article 1 : En ce qui concerne le département de Meurthe-et-Moselle, subdélégation de signature est accordée par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes – Est, au profit des agents désignés sous les articles 2 à 6 du présent arrêté, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions, les décisions suivantes :

Code	Nature des délégations	Textes de référence
	A - Police de la circulation	
	Mesures d'ordre général	
A.1	Interdiction et réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers.	Art. R 411-5 et R 411-9 du CDR
A.2	Police de la circulation (hors autoroute) (hors travaux).	
A.3	Délivrance des permis de stationnement hors agglomération. Avis sur les permis de stationnement délivrés par les maires en agglomération.	Art. L 113-2 du code de la voirie routière
	Circulation sur les autoroutes	
A.4	Police de la circulation sur les autoroutes (hors travaux).	Art. R 411-9 du CDR
A.5	Autorisation de circulation de matériels de travaux publics sur autoroute.	Art. R 421-2 du CDR
A.6	Dérogation temporaire ou permanente aux règles d'interdiction d'accès aux autoroutes non concédées (et voies express) à certains matériels et au personnel nécessaires à l'exécution de travaux et appartenant à la DIR-Est, à d'autres services publics ou à des entreprises privées	Art. R 432-7 du CDR
	Signalisation	
A.7	Désignation des intersections dans lesquelles le passage des véhicules est organisé par des feux de signalisation lumineux ou par une signalisation spécifique.	Art. R 411-7 du CDR
A.8	Autorisation d'implantation de signaux d'indication pour les associations et organisme sans but lucratif.	Art. R 418-3 du CDR
A.9	Dérogation à l'interdiction de publicité sur aires de stationnement et de service.	Art. R 418-5 du CDR
	Mesures portant sur les routes classées à grande circulation	
A.10	Délimitation du périmètre des zones 30 sur les routes à grande circulation.	Art. R 411-4 du CDR
A.11	Avis sur arrêtés du maire pris en application de l'alinéa 2 de l'article R 411-8 du code de la route lorsqu'ils intéressent une route classée à grande circulation.	Art. R 411-8 du CDR
	Barrière de dégel - Circulation sur les ponts – Pollution	
A.12	Établissement et réglementation des barrières de dégel sur les routes nationales, et autorisation de circuler malgré une barrière de dégel.	Art. R 411-20 du CDR
A.13	Réglementation de la circulation sur les ponts.	Art. R 422-4 du CDR
	B - Police de la conservation du domaine public et répression de la publicité	
B.1	Commissionnement des agents de l'équipement habilités à dresser procès verbal pour relever certaines infractions à la police de conservation du domaine public routier et certaines contraventions au code de la route.	Art. L 116-1 et s. du code de la voirie routière, et L.130-4 du code de la route. Arrêté du 15/02/1963
B.2	Répression de la publicité illégale.	Art. R 418-9 du CDR
	C - Gestion du domaine public routier national	
C.1	Permissions de voirie.	Code du domaine de l'État - Article R53
C.2	Permission de voirie : cas particuliers pour : - les ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique - les ouvrages de transport et distribution de gaz - les ouvrages de télécommunication - la pose de canalisation d'eau, de gaz, d'assainissement.	Code de la voirie routière – Articles L113.2 à L113.7 et R113.2 à R113.11, Circ. N° 80 du 24/12/66, Circ. N° 69-11 du 21/01/69 Circ. N° 51 du 09/10/68
C.3	Pour les autorisations concernant l'implantation de distributeurs de carburants ou de pistes d'accès aux distributeurs sur le domaine public et sur terrain privé.	Circ. TP N° 46 du 05/06/56 - N° 45 du 27/03/58, Circ. interministérielle N° 71-79

		du 26/07/71 et N° 71-85 du 26/08/71 , Circ. TP N° 62 du 06/05/54 - N° 5 du 12/01/55 - N° 66 du 24/08/60 - N° 60 du 27/06/61 , Circ. N° 69-113 du 06/11/69, Circ. N°5 du 12/01/55, Circ. N°86 du 12/12/60
C.4	Délivrance, renouvellement et retrait des autorisations d'emprunt ou de traversées à niveau des routes nationales par des voies ferrées industrielles.	Circ. N° 50 du 09/10/68
C.5	Déroptions interdisant la pose, à l'intérieur des emprises des autoroutes, de canalisations aériennes ou souterraines longitudinales.	Code de la voirie routière - Article R122.5
C.6	Approbation d'opérations domaniales.	Arrêté du 04/08/48 et Arrêté du 23/12/70
C.7	Délivrance des alignements et reconnaissance des limites des routes nationales.	Code de la voirie routière - Articles L112.1 à L112.7 et R112.1 à R112.3
C.8	Conventions relatives à la traversée du domaine public autoroutier non concédé par une ligne électrique aérienne.	Décret N°56.1425 du 27/12/56 , Circ. N°81-13 du 20/02/81
C.9	Convention de concession des aires de services.	Circ. N°78-108 du 23/08/78 , Circ. N°91-01 du 21/01/91 , Circ. N°2001-17 du 05/03/01
C.10	Convention d'entretien et d'exploitation entre l'Etat et un tiers.	
C.11	Avis sur autorisation de circulation pour les transports exceptionnels et pour les ensembles de véhicules comportant plus d'une remorque.	Art.8 arr. 4 mai 2006
C.12	Signature des transactions : protocoles d'accord amiable pour le règlement des dégâts au domaine public routier, des dommages de travaux public, des défauts d'entretien et des accidents de la circulation.	Article 2044 et suivants du code civil
C.13	Autorisation d'entreprendre les travaux.	arrêté préfectoral pris en application de la circulaire modifiée n°79-99 du 16 octobre 1979 relative à l'occupation du domaine public routier national
	D – Représentation devant les juridictions	
D.1	Coordination et représentation de l'Etat dans les procédures d'expertises judiciaires sur les parties du réseau routier national de leur ressort.	Circulaire du 23 janvier 2007 du Ministre des Transports, de l'Equipement, du Tourisme et de la Mer
D.2	Actes de plaidoirie et présentation des observations orales prononcées au nom de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives sous réserve des obligations de représentation obligatoire par avocat, y compris ceux liés aux mesures d'expertise.	Code de justice administrative, code de procédure civile et code de procédure pénale

Article 2 : Subdélégation pleine et entière est consentie pour tous les domaines référencés sous l'article 1 ci-dessus au profit de :

- Monsieur Antoine VOGRIG, Directeur adjoint Exploitation

- Monsieur Jérôme GIURICI, Directeur adjoint Ingénierie.

Article 3 : Subdélégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, aux personnes désignées ci-après :

1 - Monsieur Didier OLHMANN, Chef du Service Politique Routière, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.2 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.1 – B.2 – C.1 – C.3 – C.5 – C.6 – C.10 - C.13.

2 - Monsieur David MAZOYER, Chef de la Division d'exploitation de Metz, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 - C.8 – C.11 – C.12- C.13, sur le périmètre de la Division d'exploitation de Metz.

3 - Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 - C.8 – C.11 – C.12 – C.13, sur le périmètre de la Division d'exploitation de Besançon .

4 - Monsieur Pierre VEILLERETTE, chef du Secrétariat général (par intérim), à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : B.1 – C.12 – D.1 – D.2.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés sous l'article 3 du présent arrêté, la subdélégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de M. le directeur interdépartemental des routes- Est ou, à défaut de cette décision :

1 - en remplacement de Monsieur Didier OLHMANN, Chef du Service Politique Routière :

* par Monsieur Pierre VEILLERETTE, Chef-adjoint du Service Politique Routière, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.2 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.1 – B.2 – C.1 – C.3 – C.5 – C.6 – C.10 - C.13.

2 - en remplacement de Monsieur David MAZOYER, Chef de la Division d'exploitation de Metz :

* par Madame Véronique CARPENTIER, adjointe du chef de la Division d'exploitation de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 - C.8 – C.11 – C.12- C.13.

* par Monsieur Frédéric DAVID, Chef de la Division d'exploitation de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 - C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

* par Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 - C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

3 - en remplacement de Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon :

* par Monsieur Michel LAURENT , adjoint du chef de la Division d'exploitation de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 - C.8 – C.11 – C.12- C.13.

* par Monsieur Philippe THIRION, Chef de la Division d'exploitation de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

* par Monsieur David MAZOYER, Chef de la Division d'exploitation de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

4 - en remplacement de Monsieur Pierre VEILLERETTE, chef du secrétariat général (par intérim) :

* par Monsieur Vincent THIRIET, responsable de la cellule des ressources humaines, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : B.1.

* par Monsieur Frédéric DAVRAINVILLE, responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2.

* par Mademoiselle Maud MARCHAL, assistante du responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2.

* par Madame Patricia BOURRIER, assistante du responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2.

Article 5 : Subdélégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, et sur leur territoire de compétence, aux personnes désignées ci-après :

1 - Monsieur Pierre SIBI, Chef du District de Nancy, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

2 - Monsieur Alain FABRE, Chef du District de Metz, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

3 - Monsieur Reynald BELOT, Chef du District de Remiremont par intérim, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés sous l'article 5 du présent arrêté, la subdélégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de M. le directeur interdépartemental des routes Est ou, à défaut de cette décision :

1 - en remplacement de Monsieur Pierre SIBI, Chef du District de Nancy :

* par Monsieur Alain MAHLE, adjoint au chef de district de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Xavier CHAPUT, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Alain FABRE, Chef du District de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Reynald BELOT, Chef du District de Remiremont par intérim, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Jérôme PFAFF, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Benjamin PUGI, Chef du District de Vitry-le-François, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Bernard SCHMITT, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

2 - en remplacement de Monsieur Alain FABRE, Chef du District de Metz :

* par Monsieur François LECROQ, adjoint au chef de district de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Xavier CHAPUT, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Reynald BELOT, Chef du District de Remiremont par intérim, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Pierre SIBI, Chef du District de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Jérôme PFAFF, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Benjamin PUGI, Chef du District de Vitry-le-François, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Bernard SCHMITT, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

3 - en remplacement de Monsieur Reynald BELOT, Chef du District de Remiremont par intérim :

* par Monsieur Xavier CHAPUT, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Alain FABRE, Chef du District de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Pierre SIBI, Chef du District de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Jérôme PFAFF, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Benjamin PUGI, Chef du District de Vitry-le-François, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Bernard SCHMITT, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

Article 7 : Le présent arrêté emporte abrogation de l'arrêté n°2009/DIR-Est/SG/CJ/54-03 du 27 juillet 2009 portant subdélégation de signature, pris par M. Georges TEMPEZ, Directeur de la direction interdépartementale des routes Est.

Article 8 : Il est rappelé la décision prise par le préfet de Meurthe-et-Moselle de se réserver les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,

- aux ministres,

- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,

- au président du Conseil Général,

- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 9 : Le Secrétaire Général de la direction interdépartementale des routes - Est sera chargé de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise au Trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle, pour information.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 mars 2010

Le directeur interdépartemental des routes Est
Georges TEMPEZ

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

Arrêté du 1^{er} mars 2010 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Daniel BOUFFIER directeur départemental de la cohésion sociale

Le directeur départemental de la cohésion sociale,

VU

- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,
- le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;
- l'arrêté du Premier Ministre du 1^{er} janvier 2010 portant nomination dans les directions départementales interministérielles et nommant M. Daniel BOUFFIER dans les fonctions de directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;
- l'arrêté préfectoral N° 10.BI.11 en date du 10 février 2010 accordant délégation de signature à Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté.

ARRETE

Article 1 : En application des dispositions combinées des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral n° 10.BI.11 en date du 10 février 2010 accordant délégation de signature à Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle, la délégation qui lui est conférée est, en cas d'absence ou d'empêchement, exercée dans les conditions ci-après définie :

Monsieur Christophe REB, attaché de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur

I. Gestion des personnels titulaires, stagiaires et contractuels de catégories A, B et C

- Octroi des congés suivants :

- congés annuels
- congés de maladie
- congés de longue durée, à l'exception de ceux qui nécessitent l'avis du comité médical supérieur,
- congés de longue maladie, à l'exception de ceux qui nécessitent l'avis du comité médical supérieur
- congés pour maternité, paternité ou adoption
- Imputabilité des accidents de travail au service
- Etablissement des cartes d'identité des fonctionnaires

II. Fonctionnement de la DDCS

- Tous actes se rapportant au fonctionnement quotidien de la DDCS

III. Comité Médical et Commissions de réforme

- Présidence des commissions de réforme de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat

- Tous courriers relatifs à l'instruction des dossiers, aux avis s'y rapportant et à l'organisation des réunions des commissions de réforme de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat.

Madame Brigitte DEMPT, inspectrice hors classe de l'action sanitaire et sociale

IV. Etablissements et services sociaux

- Documents de procédure budgétaire, arrêtés de tarification et approbation des budgets, de leurs annexes et des décisions modificatives des établissements et services sociaux, publics et privés
- Approbation des décisions suivantes des établissements et services sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat lorsque leur financement est assuré grâce à une participation directe ou indirecte de l'Etat
- les emprunts dont la durée est supérieure à un an
- les programmes d'investissement et leur plan de financement
- la variation du tableau des effectifs de personnel
- les prévisions annuelles de dépenses et de recettes d'exploitation et leurs révisions, imputables, au sein de l'établissement ou du service, à chacune des prestations prises en charge par l'Etat
- l'acceptation des dons et legs
- Vérification et accusé de réception des dossiers de demande de création, de transformation et d'extension des établissements et services sociaux présentés par des personnes physiques ou par des personnes morales de droit public et privé
- Instruction des demandes de création de groupement de coopération sociale et médico-sociale.

V. Accueil, hébergement et insertion

- Conventions relatives à l'allocation de logement temporaire.

VI. Accès et maintien dans le logement

- Mise en œuvre des décisions prises par la commission de médiation en matière de droit au logement opposable
- Notifications des décisions du comité restreint du fonds départemental d'aide aux accédants à la propriété en difficulté
- Signature de tous les actes et décisions afférant à la présidence de la Commission Départementale des Aides Publiques au Logement (CDAPL) :

- Procès-verbal des délibérations
- Notification des décisions de maintien et de suspension d'APL (secteurs locatifs et accessions)
- Notification des décisions prises par la CDAPL en matière de contestation, de remises de dettes et de levées de prescription
- Documents relatifs au secrétariat de la commission de conciliation des rapports locatifs
- Pour l'arrondissement chef lieu : suivi et coordination de toutes les étapes de la procédure d'expulsion locative, concertation avec les bailleurs, instruction des demandes de concours de la force publique

VII. Accueil et intégration des étrangers

- Conventions pluriannuelles d'objectifs Etat / CADA
- Suivi des politiques publiques d'accueil et d'intégration.

VIII. Protection des personnes vulnérables et accès aux droits

- Secrétariat du conseil de famille
 - Autorisations d'emploi et agrément dans le cadre de la protection des enfants du spectacle
 - Suivi du financement et contrôle de la qualité des prestations des opérateurs en matière de protection juridique des majeurs
 - Décisions relatives aux demandes d'aide sociale des personnes sans résidence stable et dépourvues de domicile de secours
 - Décisions d'attribution et de suspension de l'allocation différentielle aux personnes handicapées
 - Secrétariat de la Commission Départementale de l'Aide Sociale
 - Fixation de l'ordre du jour
 - Convocations
 - Notifications des décisions
 - Notifications des jugements de la Commission Centrale d'Aide Sociale.
- Monsieur Yann NEGRO, attaché principal de Préfecture

IX. Politique de la ville

- Animation et coordination de la politique de la ville sur l'ensemble du département de Meurthe-et-Moselle
- Suivi du Contrat Urbain de Cohésion Sociale de l'agglomération de Nancy.

X. Egalité des chances et territoires fragiles

- Suivi de la mise en œuvre du plan de cohésion sociale et des mesures visant à promouvoir l'égalité des chances, la citoyenneté et l'intégration
- Suivi administratif de la commission départementale pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté
- Arrêtés d'octroi de bourses scolaires aux enfants rapatriés
- Arrêtés d'octroi de l'aide spécifique aux conjoints survivants et de l'allocation de reconnaissance aux rapatriés
- Animation du dispositif de soutien à la parentalité et de médiation sociale
- Gestion et évaluation du dispositif adultes relais
- Gestion du REAAP
- Médiation familiale et conseil familial.

Monsieur Olivier FERRE, inspecteur de la jeunesse et des sports

XI. Politique de jeunesse et d'éducation populaire

- Décisions d'opposition ou de non opposition à l'ouverture d'accueils collectifs de mineurs avec ou sans hébergement
- Décisions concernant les dérogations relatives aux conditions de qualification du personnel d'encadrement des séjours en centres de vacances et en centres de loisirs sans hébergement
- Décisions autorisant du personnel titulaire du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, à surveiller un établissement de baignade d'accès payant, lorsque l'exploitant de l'établissement concerné a préalablement démontré qu'il n'a pu recruter du personnel portant le titre de M.N.S. (maître nageur sauveteur)
- Mesures de suspension d'urgence prises à l'encontre des personnels d'encadrement des accueils collectifs de mineurs.

XII. Politique sportive

- Délivrance du récépissé de déclaration aux personnes désirant exercer l'une des fonctions énoncées au 1^{er} alinéa de l'article 43 de la loi du 16 juillet 1984 précitée et délivrance de la carte professionnelle correspondante.

Madame ZAHRA ANSEUR, chargée de mission départementale aux droits des femmes et à l'égalité

XIII. Droits des femmes et égalité

- Correspondances administratives courantes n'entraînant et ne comportant ni décision ni instruction
- Correspondances nécessaires à l'instruction des demandes de renseignements des particuliers

Monsieur Bertrand JACQUOT, délégué départemental à la vie associative

XIV. Vie associative

- Réponses aux demandes d'information sur le fonctionnement des associations.

Article 2 : Demeurent réservés à la signature du directeur départemental de la cohésion sociale, les documents suivants :

- Disponibilité accordée en vertu des dispositions des articles 43 et 47 du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985
- Octroi des congés suivants :
 - congés parentaux
 - congés de formation professionnelle
 - congés exceptionnels
 - congés pour participer aux activités des associations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives et de plein air légalement constituées, destinées à favoriser la préparation, la formation ou le perfectionnement des cadres et animateurs
 - congés sans traitement prévus aux articles 18,19 et 20 du décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'Etat et de ses établissements publics
- Octroi d'autorisations :
 - autorisations spéciales d'absence pour la participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels, pour événements de famille et en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse
 - octroi et renouvellement d'autorisations de travail à temps partiel
 - octroi d'autorisations de travail à mi-temps pour raison thérapeutique, sauf dans les cas nécessitant l'avis du comité médical supérieur
 - Détachement, lorsqu'il est de droit et qu'il ne nécessite pas un arrêté interministériel
 - Mise en congé pour l'accomplissement d'une période d'instruction militaire
 - Cessation progressive d'activité.
- Arrêté fixant la composition nominative du Comité Technique Paritaire de la DDCS
- Décisions relatives à l'utilisation des crédits de fonctionnement de la DDCS
- Établissement de la liste des médecins agréés pour l'examen médical des fonctionnaires
- Fixation de la composition nominative du comité médical départemental
- Fixation de la composition nominative des commissions de réforme de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'État
- Les requêtes et mémoires concernant le contentieux de la tarification sanitaire et sociale
- Les conventions relatives au financement du dispositif de veille sociale et d'hébergement d'urgence
- Les conventions relatives au financement du fonctionnement des maisons relais et des résidences d'accueil
- Les décisions relatives aux mesures d'aide sociale en matière d'hébergement et de réinsertion sociale
- Les décisions d'indemnisation des bailleurs pour défaut d'octroi du concours de la force publique en matière d'expulsion locative
- Les conventions relatives au financement de l'hébergement d'urgence des demandeurs d'asile
- L'exercice de la tutelle des pupilles de l'Etat
- Les décisions d'agrément des associations de jeunesse et d'éducation populaire
- Les décisions d'agrément des associations sportives
- Les refus d'ouverture et les décisions de fermeture des établissements d'activités physique ou sportives.
- Les mesures de fermeture provisoire ou définitive des accueils collectifs de mineurs

Article 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier ministre,
 - 2) aux ministres,
 - 3) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4) au préfet de région et au président du conseil régional,
 - 5) au président du conseil général,
 - 6) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,

Article 4 : Le directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle et les bénéficiaires de la présente subdélégation de signature, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. le gérant intérimaire de la Trésorerie Générale.

Nancy, le 1^{er} mars 2010

Le directeur départemental de la cohésion sociale
Daniel BOUFFIER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS**Arrêté du 25 février 2010 accordant subdélégation de signature**

La directrice départementale de la protection des populations,

VU l'arrêté préfectoral n° 10 BMSSE 05 du 20 janvier 2010 accordant délégation de signature à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations

ARRETE

Article 1^{er} : En mon absence ou en cas d'empêchement de ma part, la délégation de signature est exercée de la manière suivante :

Pour l'ensemble des actes juridiques mentionnés à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2010, sous réserve des dispositions de ses articles 2 et 3 : Mr Jean-Yves CHOLLET directeur départemental adjoint

Article 2 : La délégation de signature est donnée aux chefs de service et leurs adjoints pour signer les documents relevant de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 10 BMSSE 05 du 20 janvier 2010 selon les conditions suivantes :

1) pour l'ensemble des actes relevant du service santé, protection animale, et environnement (SPA) :

- Catherine NICOLEY, chef du service SPAE

- Emmanuelle PORTEMER, son adjointe

2) pour l'ensemble des actes relevant du service protection des consommateurs :

- Michel FRANCOIS, chef du service

- Marc PETERSCHMITT, son adjoint

3) pour l'expérimentation animale :

- Anne DELEPORTE

Article 3 : En vertu de l'article 3 de l'arrêté préfectoral N°10 BMSSE 05 susvisé, demeurent soumis à la signature du Préfet les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre

- aux ministres

- aux parlementaires

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au Préfet de région et au président du Conseil Régional

- au président du Conseil Général

- au président de la Communauté urbaine du Grand Nancy

Article 4 : La subdélégation accordée par Mme Catherine BOURGUIGNON ne concerne pas les actes cités à l'article 2 de l'arrêté préfectoral, qui en son absence ou en cas d'empêchement, demeureront soumis à la signature du Préfet.

Article 5: Toute disposition antérieure à cette date est abrogée

Ampliation de cette décision est transmise à monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle et à monsieur le gérant intérimaire de la trésorerie générale de Meurthe et Moselle.

Nancy , le 25 février 2010

La directrice départementale de la protection des populations
Catherine BOURGUIGNON

Arrêté du 25 février 2010 accordant subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics

La directrice départementale de la protection des populations,

VU l'arrêté préfectoral n° 10 OSD 02 du 20 janvier 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations

ARRETE

Article 1^{er} : En application de l'article 11 de l'arrêté préfectoral N°10 OSD 02 susvisé, en mon absence ou en cas d'empêchement de ma part, subdélégation est donnée à :

- Mr Jean-Yves CHOLLET directeur départemental adjoint

- Mme Juliette MOS secrétaire générale de la DDPP

à l'effet de signer dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral susvisé et notamment les dispositions de l'article 9, toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué, en tant que responsable de l'unité opérationnelle, tant pour les dépenses que pour les recettes que pour les dépenses.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine BOURGUIGNON, de M. Jean-Yves CHOLLET et de Mme Juliette MOS, la subdélégation est donnée aux chefs de service :

- M. Michel FRANCOIS, chef du service protection des consommateurs

- Mme Catherine NICOLEY, chef du service santé, protection animale et environnement

Article 3 : Toute disposition antérieure à cette date est abrogée

Ampliation de cette décision est transmise à monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle et à monsieur le gérant intérimaire de la trésorerie générale de Meurthe et Moselle.

Nancy , le 25 février 2010

La directrice départementale de la protection des populations
Catherine BOURGUIGNON

